

FAITS DIVERS

ASNIÈRES-SUR-SEINE

Procès en juin pour Déchenois

Le procès de Cyrille Déchenois est fixé au 17 juin. Conseiller municipal UMP à Asnières et conseiller général, Cyrille Déchenois sera jugé pour « prise illégale d'intérêts ». Au terme d'une enquête de la brigade de répression de la délinquance économique (BRDE), le parquet de Nanterre a décidé de faire juger l'élu, soupçonné d'avoir profité de sa fonction d'adjoint au maire pour favoriser des « amis ». Adjoint au maire, Manuel Aeschliemann à l'époque, Déchenois aurait confié à des entreprises gérées par des proches le soin d'organiser les marchés de Noël en 2002 et 2003. Hier, la date du 17 juin, proposée par la 15^e chambre correctionnelle, a d'abord froissé les avocats, ces derniers craignant de ne pas avoir le temps de préparer leur dossier. Mais si le procès n'avait pas eu lieu en juin, l'agenda de la 15^e chambre n'aurait pas permis de le programmer avant février 2012, en pleine campagne présidentielle. La date du 17 juin a donc été maintenue.

LEVALLOIS

L'immeuble de bureaux évacué pour une fuite d'eau

Les salariés de la société informatique SAP France, située rue Anatole-France à Levallois ont pu profiter hier de leur après-midi au soleil ! Les quelque 450 employés de cet immeuble de bureaux de sept étages ont été priés de quitter les lieux à 14 heures, suite à une très importante fuite d'eau. C'est vraisemblablement l'explosion d'un ballon d'eau chaude, au quatrième étage, qui a provoqué une inondation des étages inférieurs. Un incident qui a nécessité la coupure de tous les systèmes électriques, obligeant les salariés à rentrer chez eux.

VIVRE DANS LES HAUTS-DE-SEINE

PUTEAUX

Rififi au conseil municipal

Conseil municipal agité hier à Puteaux. Protestant contre le fait qu'ils n'avaient pas reçu les documents concernant le budget de la ville dans des délais suffisants, les élus d'opposition MoDem, PS et Verts confondus, ont décidé de boycotter la séance hier soir. Ils ont quitté la salle du conseil municipal. Le maire a alors suspendu la séance et rappelé des élus de sa majorité afin que le quorum (le nombre minimal d'élus indispensables à la tenue du conseil, soit la moitié des élus plus un) soit malgré tout atteint. Le conseil s'est donc tenu sans l'opposition et le budget 2011 a été voté. Jugeant cette démarche illégale — « le maire aurait dû lever la séance et la reporter », assure Christophe Grébert, élu MoDem —, l'opposition a décidé de déposer un recours devant le tribunal administratif dès lundi prochain.

MEUDON

La science, c'est fun !



Non, le scientifique n'est pas un Professeur Toumesol, à moitié autiste, calfeutré dans son laboratoire. Pour sortir de l'image un peu poussiéreuse de la science et attirer les futurs ingénieurs, l'Onera, l'Office national d'études et de recherche aéronautique, l'équivalent de la Nasa à la française installé à Meudon et à Palaiseau (Essonne), vient de lancer une campagne d'information décapante auprès des écoles d'ingénieurs et des universités. Elle met en scène des chercheurs de l'Onera avec des messages tels que ces « Hommes du futur n'ont pas la tête que vous croyez », « Ne s'ennuient jamais » ou « Trouvent leur inspiration partout », déclinés sur les trois affiches éditées. On voit des personnes jeunes, l'air sympa, décontractées, avec une tête d'alien sous le bras et qui semblent fascinés par un canard ou une grosse

libellule bleue, en fait un minidrone siglé Onera. « Nous vendons de la matière grise, résume Marion Vemy, de l'Onera. Nous sommes impliqués dans la recherche fondamentale et dans la recherche appliquée. L'un des objectifs est de nous faire connaître. Nous sommes quand même à l'origine de 25 % de la recherche et développement en France mais sommes moins identifiés qu'Airbus ou EADS... » L'Onera planche sur des dossiers aussi variés que les drones autonomes y compris sous-marins, l'optique, les lasers, le plasma, l'acoustique, les nouveaux matériaux, les hélices silencieuses pour avions ou les ailes volantes géantes. Actuellement l'Onera est en train de mettre au point un Lidar, un laser permettant de visualiser les turbulences des avions au décollage et ainsi accélérer les rotations sur les

Leur campagne m'a plu, j'ai tenté le coup

BENJAMIN VEST, ÉLÈVE À L'OPTIQUE INSTITUTE SCHOOL DE SACLAY

Depuis 2009, la Nasa française a embauché 250 nouveaux chercheurs issus de plus de 60 écoles ou universités. Et ce n'est pas fini. Aujourd'hui l'Onera, sous tutelle de la DGAC, la Direction générale de l'armement, emploie plus de 2 000 personnes. Elle est financée à 38 % par le ministère de la Défense et pour le reste par ses partenaires, parmi lesquels des entreprises. « Nous n'avons que des passionnés. Aujourd'hui, la moyenne d'âge a baissé pour arriver à 45 ans. C'est aussi cela le sens de notre campagne », poursuit Marion Vemy. Exemple de ce rajeunissement :

LES HOMMES DU FUTUR n'ont pas forcément la tête que vous croyez



DANIEL CÉPRIAN TRAVAILLE À L'ONERA WWW.LESHOMMESDUFUTUR.COM

MEUDON. Pour donner une image moins poussiéreuse, l'Onera, la Nasa française, également basé dans l'Essonne, a lancé une campagne d'information auprès des écoles d'ingénieurs et des universités.

(DR.)

Onera a organisé il y a quelques semaines sur son site de Palaiseau, une journée réunissant les élèves de dix écoles d'ingénieurs. Un mélange de « fun » et de studieux. Les étudiants se sont d'abord affrontés lors d'une course de mini-drones pilotés avec un iPad avant de visiter un labo et de plancher sur des questions très pointues comme l'intelligence artificielle adaptée aux drones. C'est Benjamin Vest, 20 ans, élève en 2^e année à l'Optique Institute Graduate School, de Saclay, qui en est sorti vainqueur et est reparti avec un minidrone et une tablette numérique. : « Je connaissais un peu l'Onera pour ses activités en optique, mais j'ignorais à quel point leurs projets sont divers. Leur campagne m'a plu, elle sortait de l'ordinaire alors j'ai tenté le coup... » Les premiers effets du dépoussiérage ?...

OLIVIER BUREAU

CLAMART - CHÂTILLON - MALAKOFF

Les braqueurs de stations-service condamnés

« **J**e suis prêt à aller en prison. J'accepterai la peine. » Avant que le jury ne se retire pour délibérer, Geoffrey a tenu à prononcer ces derniers mots. Posément et sans cette arrogance qu'il a parfois montrée au fil de son procès devant la cour d'assises. Après cinq jours d'audience, les jurés l'ont condamné à six ans d'emprisonnement pour avoir braqué huit stations-service en juin et juillet 2008 dans le sud du département. Cet homme de 22 ans a convaincu les jurés qu'il n'avait pas participé à tous les vols à main armée, puisqu'il est acquitté pour une partie d'entre eux. « J'assume mes responsabilités, mais seulement pour ce que j'ai fait », insistait-il hier. Certes, il s'est parfois « maladroïtement » défendu, avec quelques « insolences » et un brin d'énervement, concédait son avocat, Claire Boullery dans sa plaidoirie. Mais on doit croire les dénégations de son client, a-t-elle plaidé, tant les preuves formelles manquent pour certains des braquages. L'accusation repose en partie sur des images de vidéosurveillance, où l'on voit deux silhouettes casquées ou engagées devant les caissiers des stations-service de Clamart, Châtillon, Malakoff.

Avant de requérir neuf ans de prison à l'encontre de Geoffrey, l'avocate générale Elsa Evrard a rappelé « le rôle actif »

Pas toujours les mêmes qui passaient à l'action

L'AVOCAT DE YASSINE

de ce dernier, qui n'avait que 19 ans quand il a commis ces vols avec une arme factice faisant parfaitement illusion. Yassine, 24 ans, était également jugé lors de ce procès. Pour onze braquages. Lui aussi a nié certains des vols à main armée. Les jurés l'ont également entendu puisqu'il est acquitté pour cinq d'entre eux. Mais il écope tout de même de neuf ans de prison, contre les douze ans requis. « Les éléments de preuve directs manquent », a plaidé Elias Stanlas, défenseur de Yassine, revenant sur les imprécisions de l'enquête. Certes, le mode opératoire était le même pour toute la série de braquages. C'est bien dans la cave de Yassine qu'on a retrouvé le scooter, les vêtements et les casques utilisés à chaque vol. De même qu'une partie du butin. « Mais justement, les policiers eux-mêmes ont dit qu'il s'agissait d'une équipe à tiroirs. Ce ne sont pas toujours les mêmes personnes qui passaient à l'action », a argumenté l'avocat. A la faveur d'une erreur de procédure, Geoffrey comparait libre. Hier soir, il a rejoint la maison d'arrêt, comme son complice Yassine. VALÉRIE MAHAUT

BOULOGNE-BILLANCOURT

Des séances psy à 5 €

Rendre la psychothérapie de groupe accessible à tous. Membre du réseau Resurgen, une association constituée de professionnels qui luttent contre les souffrances psychosociales, Sophie Touttée* met en place des séances de groupes, les mardis et samedis à Boulogne-Billancourt, dans une salle municipale pour un coût symbolique : 5 € les deux heures auxquels s'ajoutent 20 € de cotisation annuelle à l'association. « Le député-maire Pierre-Christophe Baguet a bien compris ma démarche de mettre en place ces groupes de parole et leur utilité, explique Sophie Touttée. Alors que, pour une séance individuelle, il faut déboursier de 55 € à 70 €, là, même si le travail n'est pas le même qu'avec un psychothérapeute en tête à tête, le coût est accessible au plus grand nombre. » Les psychothérapeutes du réseau Resurgen veulent permettre à des personnes ayant les mêmes difficultés de se retrouver. « Ces groupes, qui n'excèdent pas une douzaine de participants, sont construits autour d'une même problématique, explique Sophie Touttée. L'avantage, c'est que les gens qui y participent comprennent qu'ils ne sont pas les seuls dans des difficultés qu'elles n'imaginaient pas pou-



(L.P./R.C.)

Accessible et efficace pour les plus modestes

SOPHIE TOUTTÉE, PSYCHOTHÉRAPEUTE

voir partager avec d'autres. » Pour permettre cette accessibilité à tous, Sophie Touttée confirme que les séances ont lieu dans un cadre associatif. « Nous ne mélangeons pas les genres. Nous agissons presque bénévolement pour rendre la psychothérapie, normalement coûteuse pour les plus modestes, accessible et efficace, annonce-t-elle. Désormais, grâce à la compréhension de la ville, qui joue le jeu, je suis dans les starting-blocks pour commencer les séances. »

ROBERTO CRISTOFOLI

* Sophie Touttée : 01 49 09 12 70. Email : stouttee@bilancier.fr.